

MOBILE COMMERCE CONGO S.A.

(MCC)

Société Anonyme

3^e étage, Immeuble Monte-Cristo – La Gare

Brazzaville

République du Congo

RAPPORT D'AUDIT

DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

SUR LES ETATS FINANCIERS ANNUELS

Exercice clos le 31 décembre 2023

MOBILE COMMERCE CONGO S.A.

(MCC)

Société Anonyme

3^e étage, Immeuble Monte-Cristo – La Gare
Brazzaville
République du Congo

RAPPORT D'AUDIT

DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

Etats Financiers Annuels

Exercice clos le 31 décembre 2023

A l'Actionnaire Unique de la Société MOBILE COMMERCE CONGO S.A.,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2023, sur :

- L'audit des états financiers annuels de la société Mobile Commerce Congo S.A., tels qu'ils sont joints au présent rapport, et qui comprennent un bilan faisant ressortir une situation nette de FCFA 312 millions, y compris un résultat net bénéficiaire de l'exercice de FCFA 187 millions, les engagements hors bilan et le tableau des flux de trésorerie, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives contenues dans les notes annexes ;
- Les vérifications spécifiques prévues par la loi et les autres informations.

Les états financiers de votre société ont été arrêtés par le Conseil d'Administration le 24 avril 2024 sur la base des éléments disponibles à cette date.

I. AUDIT DES ETATS FINANCIERS ANNUELS

1.1 Opinion

Nous avons effectué l'audit des états financiers annuels de Mobile Commerce Congo S.A, comprenant le bilan au 31 décembre 2023, le compte de résultat, les engagements hors bilan, les notes aux états financiers, le résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations complémentaires relatives aux Etats Financiers.

A notre avis, les états financiers annuels sont réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice, conformément aux directives pertinentes de la COBAC et des dispositions et principes généraux du Plan comptable des établissements de crédit en République du Congo.

1.2 Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit selon les normes internationales d'audit (« ISA »), conformément aux prescriptions du Règlement N°01/2017/CM/OHADA portant harmonisation des pratiques des professionnels de la comptabilité et de l'audit. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des états financiers annuels » du présent rapport.

Nous sommes indépendants de la société conformément au Code d'éthique des professionnels de la comptabilité et de l'audit édicté par le Règlement N°01/2017/CM/OHADA précité, et des règles d'indépendance qui encadrent le commissariat aux comptes et nous avons satisfait aux autres responsabilités éthiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

1.3 Observations

Sans remettre en cause l'opinion ci-avant exprimée, nous devons attirer votre attention sur les points suivants mentionnés dans les notes annexes aux états financiers annuels 2023 :

- La note annexe préliminaire relative au changement de référentiel comptable ;
- La note annexe n°1 relative à une opération d'augmentation de capital suspendue à l'obtention de l'autorisation préalable de Commission bancaire.

1.4 Responsabilités de la Gouvernance relatives aux états financiers annuels

Les états financiers annuels ont été établis par la Direction et arrêtés par le Conseil d'Administration.

Le Conseil d'Administration est responsable de la préparation et de la présentation sincère des états financiers annuels conformément aux directives pertinentes de la COBAC et des dispositions et principes généraux du Plan Comptable Bancaire applicable en République du Congo ainsi que du contrôle interne qu'elle estime nécessaire pour permettre la préparation

d'états financiers annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers annuels, il incombe à la Direction d'évaluer la capacité de l'établissement de crédit à poursuivre son exploitation, de fournir, le cas échéant, des informations relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la base de continuité d'exploitation, sauf si la Direction a l'intention de mettre l'établissement de crédit en liquidation ou de cesser ses activités ou s'il n'existe aucune autre solution alternative réaliste qui s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'élaboration de l'information financière de l'établissement de crédit.

1.5 Responsabilités du Commissaire aux comptes relatives à l'audit des états financiers annuels

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, et d'émettre un rapport d'audit contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes « ISA » permettra de toujours détecter toute anomalie significative existante. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, prises individuellement ou en cumulé, elles puissent influencer les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers annuels prennent en se fondant sur ceux-ci.

Nos responsabilités pour l'audit des états financiers annuels sont décrites de façon plus détaillée dans l'annexe 1 du présent rapport du Commissaire aux comptes.

II. AUTRES INFORMATIONS ET VERIFICATIONS SPECIFIQUES PREVUES PAR LA LOI

La responsabilité des autres informations incombe au Conseil d'Administration. Les autres informations se composent du rapport de gestion du Conseil d'Administration et des autres documents adressés à l'Actionnaire Unique sur la situation financière et les états financiers annuels.

Notre opinion sur les états financiers annuels ne s'étend pas aux autres informations et nous n'exprimons aucune forme d'assurance que ce soit sur ces informations.

Dans le cadre de notre mandat de commissariat aux comptes, notre responsabilité est :

- d'une part, de procéder aux vérifications spécifiques prévues par la Loi, et ce faisant, de vérifier la sincérité et la concordance avec les états financiers annuels des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'Administration, et dans les documents adressés à l'Actionnaire Unique sur la situation financière et les états financiers annuels, et de vérifier, dans tous leurs aspects significatifs, le respect de certaines obligations légales et réglementaires ;

- d'autre part, de prendre connaissance des autres informations et, par conséquent, d'apprécier s'il existe une incohérence significative entre celles-ci et les états financiers annuels ou la connaissance que nous avons acquise lors de l'audit, ou encore si les autres informations semblent comporter une anomalie significative.

Si à la lumière des travaux que nous avons effectués lors de nos vérifications spécifiques ainsi que sur les autres informations, nous concluons à la présence d'une anomalie significative, nous sommes tenus de signaler ce fait.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les états financiers annuels des informations données dans le rapport du Conseil d'Administration, et dans les autres documents adressés à l'Assemblée Générale sur la situation financière et les états financiers annuels clos le 31 décembre 2023. Toutefois, nous attirons votre attention sur le point suivant :


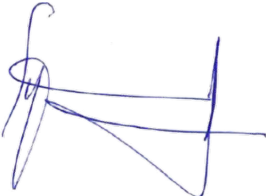
- **NON-RESPECT DES DELAIS D'EMISSION DES RAPPORTS DU COMMISSAIRE AUX COMPTES**

Nous attirons votre attention sur le fait que les rapports du commissaire aux comptes destinés à l'Assemblée Générale devant approuver les états financiers annuels clos le 31 décembre 2023, n'ont pas pu être émis dans les délais prévus par l'article 525 de l'Acte Uniforme précité, compte tenu de la réception tardive de certains éléments nécessaires à leur émission.

Fait à Brazzaville, le 29 mai 2024

Le Commissaire aux Comptes

Deloitte Touche Tohmatsu

 <p>Yves Parfait NGUEMA Associé - Expert-comptable agréé CEMAC</p>	 <p>Sylvain MBOUSSA Directeur - Expert-comptable agréé CEMAC</p>
--	---

ANNEXE

Cette annexe fait partie intégrante de notre rapport de commissariat aux comptes.

Responsabilités des Commissaires aux comptes relatives à l'audit des états financiers annuels

Dans le cadre de nos diligences, nous nous conformons successivement :

- aux exigences des Normes Internationales d'Audit (« ISA ») et ;
- aux obligations spécifiques édictées par l'acte uniforme de l'OHADA relatif aux droits des sociétés commerciales et du GIE.

De manière plus détaillée :

- Nous nous conformons aux règles d'éthique relatives à l'audit des états financiers annuels édictées par le Code de déontologie des professionnels comptables du Conseil des normes internationales de déontologie comptable (le code de l'IESBA) et les règles d'indépendance qui encadrent le commissariat aux comptes;
- Nous faisons preuve d'esprit critique qui implique d'être attentifs aux éléments probants qui contredisent d'autres éléments probants recueillis, aux informations qui remettent en cause la fiabilité de documents et de réponses apportées aux demandes de renseignements à utiliser en tant qu'éléments probants, aux situations qui peuvent révéler une fraude possible, aux circonstances qui suggèrent le besoin de mettre en œuvre des procédures d'audit en supplément de celles requises par les Normes ISA.
- Nous faisons preuve de jugement professionnel lors de la conduite de l'audit en particulier pour les décisions portant sur le caractère significatif et le risque d'audit, la nature, le calendrier et l'étendue des procédures d'audit à mettre en œuvre pour satisfaire les diligences requises par les normes ISA et pour recueillir des éléments probants, le fait de déterminer si des éléments probants suffisants et appropriés ont été recueillis, et si des travaux supplémentaires sont nécessaires pour atteindre les objectifs des normes ISA et, par voie de conséquence, les objectifs généraux de l'auditeur, l'évaluation des jugements de la direction portant sur le suivi du référentiel comptable applicable, le fondement des conclusions tirées des éléments probants recueillis, par exemple l'appréciation du caractère raisonnable des évaluations faites par la direction lors de l'établissement des états financiers;
- Nous préparons tout au long de l'audit une documentation qui fournisse une trace suffisante et appropriée des travaux, fondements de notre rapport d'audit et des éléments démontrant que l'audit a été planifié et réalisé selon les Normes ISA et dans le respect des exigences législatives et réglementaires applicables;
- Nous identifions et évaluons les risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

- Nous recueillons, le cas échéant, des éléments probants suffisants et appropriés concernant le respect des dispositions des textes législatifs et réglementaires dont il est admis qu'elles ont une incidence directe sur la détermination des données chiffrées significatives enregistrées et l'information fournie dans les états financiers, mettons en œuvre des procédures d'audit spécifiques visant à identifier les cas de non-respect d'autres textes législatifs et réglementaires qui peuvent avoir une incidence significative sur les états financiers, et apporter une réponse appropriée aux cas avérés ou suspectés de non-respect des textes législatifs et réglementaires identifiés au cours de l'audit
- Nous prenons connaissance du contrôle interne de la société afin de définir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la société. Lorsque des faiblesses significatives sont identifiées, nous les communiquons à la direction;
- Nous évaluons l'incidence sur l'audit des anomalies relevées et l'incidence sur les états financiers des anomalies non corrigées, s'il en existe. Nous les communiquons au niveau approprié de la direction, à moins que ceci ne lui soit interdit par la loi ou la réglementation ;
- Nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière ;
- Nous apprécions la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers, y compris les informations fournies dans les notes, et apprécions si les états financiers reflètent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle ;
- Nous identifions les relations et des transactions avec les parties liées, que le référentiel comptable applicable établisse ou non des règles en la matière, pour être en mesure de relever des facteurs de risque de fraudes, s'il en existe, découlant de relations et de transactions avec les parties liées, qui sont pertinents pour l'identification et l'évaluation des risques d'anomalies significatives provenant de fraudes, et conclure, sur la base des éléments probants recueillis, si les états financiers, pour autant qu'ils soient affectés par ces relations et ces transactions sont présentés sincèrement ou ne sont pas trompeurs. En outre, lorsque le référentiel comptable applicable contient des règles concernant les parties liées, nous recueillons les éléments probants suffisants et appropriés pour déterminer si les relations et les transactions avec les parties liées ont été correctement identifiées et comptabilisées dans les états financiers et si une information pertinente les concernant a été fournie dans ceux-ci ;
- Nous recueillons les éléments probants suffisants et appropriés montrant que les événements survenus entre la date des états financiers et la date de notre rapport, nécessitant un ajustement des états financiers ou une information à fournir dans ceux-ci, ont fait l'objet d'un traitement approprié dans les états financiers conformément au référentiel comptable applicable;
- Nous concluons quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants recueillis, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes

tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments recueillis jusqu'à la date de notre rapport;

- Nous obtenons des déclarations écrites de la Direction Générale confirmant que celle-ci considère avoir satisfait à ses responsabilités relatives à l'établissement des états financiers ainsi qu'à l'exhaustivité des informations qui nous ont été fournies. En outre, nous confortons d'autres éléments probants relatifs aux états financiers ou à des assertions spécifiques contenues dans ceux-ci au moyen de ces déclarations écrites si nous estimons nécessaire ou si celles-ci sont requises par d'autres normes ISA ;
- Nous nous assurons, tout au long de l'audit, que l'égalité entre les actionnaires est respectée, notamment que toutes les actions d'une même catégorie bénéficient des mêmes droits ;
- Nous devons signaler à la plus prochaine Assemblée Générale, les irrégularités et les inexactitudes relevées lors de l'audit. En outre, nous devons signaler au ministère public les faits délictueux dont nous avons eu connaissance au cours l'audit, sans que notre responsabilité puisse être engagée par cette révélation ;
- Nous avons l'obligation du respect du secret professionnel pour les faits, actes et renseignements dont nous avons eu connaissance.

COMPTES DE RESULTATS
(en millions de francs CFA)
au 31/12/2023

ETAT G

Nom et pays de l'établissement déclarant : MOBILE COMMERCE CONGO S.A.

Concordance avec le Plan Comptable	CREDIT	Montant	Code BEAC
	PRODUITS D'EXPLOITATION BANCAIRE	4 054	201
	Produits des opérations de trésorerie et opérations interbancaires	0	202
703+704	Intérêts des prêts et comptes à terme	0	203
705	Intérêts des comptes à vue	0	204
701+702	Intérêts des valeurs reçues en pension ou achetées fermes et MM	0	205
706	Autres produits	0	206
	Produits des opérations avec la clientèle	4 054	207
711	Intérêts des crédits à long terme	0	208
712	Intérêts des crédits à moyen terme	0	209
713	Intérêts des crédits à court terme	0	210
714	Intérêts sur comptes débiteurs	0	211
716 à 719	Autres produits.	4 054	212
715	Produits des opérations de crédit-bail		213
	Produits des opérations diverses	0	214
721+722	Produits sur chèques et effets	0	215
725+726	Produits sur titres	0	216
723	Produits des opérations de change	0	214
720+24+27à29	Produits des opérations diverses	0	218
720	commission de tenue de compte	0	
724	engagements par signature	0	
727+729	refacturations et autres	0	
73	Intérêts et dividendes sur immobilisations financières	0	219
	PRODUITS ACCESSOIRES	119	220
742	Revenus des immeubles	0	221
76	Subventions d'exploitation et d'équilibre	0	222
741	jetons de présence	0	
743 à 749	Autres produits..	119	223
	REPRISES DE PROVISIONS ET AMORTISSEMENTS	0	224
78	Reprises d'amortissements	0	225
	Reprises de provisions d'exploitation devenues disponibles	0	226
7915	Reprises de provisions des créances sur les intermédiaires financiers	0	227
7913	Reprises de provisions des créances sur la clientèle	0	228
7911+12+14	Autres reprises de provisions	0	229
7911+12			
7914			
	AUTRES PRODUITS	0	230
792	Rentrées sur créances amorties	0	231
774+775	Reprises de provisions d'exploitation utilisées	0	232
771à773+777à779	Produits exceptionnels et produits sur exercices antérieurs	0	233
7761	Plus-values sur réalisations de titres	0	234
7762	Plus-values sur réalisations d'immobilisations	0	235
87	PERTES DE L'EXERCICE		236
	TOTAL DU CREDIT	4 173	237

Norm et pays de l'établissement déclarant : MOBILE COMMERCE CONGO S.A.

Concordance avec le Plan Comptable	DEBIT	Montant	Code BEAC
	CHARGES D'EXPLOITATION BANCAIRE	2 712	101
	Charges sur opérations de trésorerie et opérations interbancaires	0	102
601+602	Intérêts et commissions des opérations de refinancement	0	103
603	Intérêts et commissions des emprunts et comptes à terme	0	104
604+605	Intérêts et commissions des comptes ordinaires	0	105
	Charges sur opérations avec la clientèle	0	106
611+6112	Intérêts des bons de caisse	0	107
612	Intérêts des comptes à terme	0	108
614	Intérêts des comptes à vue	0	109
613	Intérêts des comptes d'épargne	0	110
6113 à 6115 + 619	Intérêts des autres comptes de la clientèle	0	111
615 + 616	Charges sur opérations de crédit-bail		112
66	Dotations aux amortissements	369	113
661	Dotations aux provisions pour dépréciation	0	114
	Charges sur opérations diverses	2 712	115
621	Commissions sur chèques et effets	0	116
622	Commissions et frais sur titres	0	117
623	Pertes, commissions et frais sur opérations opérations de change	0	118
624 + 625	Charges diverses	2 712	119
	Intérêts sur ressources permanentes	0	120
6311+6312	Intérêts et primes sur emprunts obligataires	0	121
6313+6314	Intérêts et primes sur emprunts subordonnés	0	122
6315 à 6317	Intérêts sur autres ressources permanentes	0	123
632	Commissions	0	
	CHARGES DE PERSONNEL	380	124
651 à 654	Rémunérations	313	125
655 à 659	Charges sociales et diverses	47	126
66	IMPOTS ET TAXES	230	127
641 à 645	CHARGES GENERALES D'EXPLOITATION	314	128
	DOTATIONS DE L'EXERCICE AUX COMPTES D'AMORTISSEMENT ET PROVISIONS	370	129
68	Dotations aux amortissements	369	130
6622	Créances irrécouvrables non couvertes par des provisions	0	131
	Dotations aux provisions	1	132
6915	Provisions pour dépréciation des créances sur les intermédiaires financiers	0	133
6913	Provisions pour dépréciation des créances sur la clientèle	0	134
6911+6912+6914	Autres provisions	1	135
	AUTRES CHARGES	0	136
6921	Créances irrécouvrables couvertes par des provisions	0	137
679	Pertes exceptionnelles	0	
671 à 673	Charges exceptionnelles et charges sur exercices antérieurs	0	138
6761	Moins-values sur réalisations de titres	0	139
641-642-643	Moins-values sur réalisations d'immobilisations	0	140
86	IMPOT SUR LE RESULTAT	1	141
87	BENEFICE DE L'EXERCICE	187	142
	TOTAL DU DEBIT	4 173	143

BILAN
(en millions de francs CFA)
au 31/12/2023

ETAT H

Nom et pays de l'établissement déclarant : MOBILE COMMERCE CONGO S.A.

TABLEAU DE CONCORDANCE AVEC LA SITUATION MENSUELLE DETAILLEE	ACTIF	Montants	Code BEAC
A 102 + A 105	IMMOBILISATIONS	2 012	101
A 109	TITRES DE PARTICIPATIONS ET TITRES IMMOBILISES	0	102
A 113	OPERATIONS DE CREDIT BAIL	0	103
A 118		Crédits à long terme	104
A 119	CREDITS A LA CLIENTELE	Crédits à moyen terme	105
A 120		Crédits à court terme	106
A 121 (montant net) + A 125 + A 126	COMPTES DEBITEURS DE LA CLIENTELE	0	107
A 201	CHEQUES ET EFFETS A RECOUVRE	0	108
A 137 + A 140	TITRES DE PLACEMENTS, VALEURS RECUES EN PENSION OU ACHETEEES FERME	0	109
A 210 + A 217	AUTRES OPERATIONS INTERBANCAIRES	à terme	110
A 224 + A 231 + A 232	ET DE TRESORERIE	à vue	111
A 127 (sauf A 130) + A 133 +A 235 +A 237 + A 238	COMPTES DE REGULARISATION ET DIVERS	319	112
A 130	ACTIONNAIRES OU ASSOCIES	0	113
A 236	REPORT A NOUVEAU PERTE DE L'EXERCICE	0	114 115
		0	
	TOTAL	10 873	117

TABLEAU DE CONCORDANCE AVEC LA SITUATION MENSUELLE DETAILLEE	PASSIF	Montants	Code BEAC
A 302	CAPITAL	500	118
A 303 + A 306 + A 317	RESERVES, REPORT A NOUVEAU PROVISIONS POUR RISQUES GENERAUX	-375	119
A 314	ACTIONNAIRES, COMPTES BLOQUES A PLUS D'UN AN	0	120
A 310 + A 311	EMPRUNTS PARTICIPATIFS ET OBLIGATAIRES	0	121
A 307 + A 313 + A 315	AUTRES RESSOURCES PERMANENTES	0	122
A 320	BONS DE CAISSE	0	123
A 334 + A 344	COMPTES CREDITEURS	à terme	124
	DE LA CLIENTELE	à vue	125
A 331	COMPTES D'EPARGNE	0	126
A 419	COMPTES EXIGIBLES APRES ENCAISSEMENT	0	127
A 410	VALEURS DONNES EN PENSION OU VENDUES FERMES	0	128
A 423 + A 429	BANQUES ET ETABLISSEMENTS	à terme	129
A 436	FINANCIERS	à vue	130
A 318 +A 401 + A 406 +A 443 +A 444+A 445	COMPTES DE REGULARISATION ET DIVERS.	2 110	131
		0	
	BENEFICE DE L'EXERCICE	187	132
		0	
	TOTAL	10 873	134

A 509	CAUTIONS AVALS AUTRES GARANTIES EN FAVEUR DES INTERMEDIAIRES FINANCIERS	0	135
A 515 + A 516	CAUTIONS AVALS AUTRES GARANTIES RECUES DES INTERMEDIAIRES FINANCIERS	0	136
A 502 + A 503 + A 506	CAUTIONS AVALS AUTRES GARANTIES EN FAVEUR DE LA CLIENTELE	0	137
A 518 (sauf A 523)	EFFETS DEPOSES EN GARANTIE D'OPERATIONS DE REFINANCEMENT	0	138
		0	

Certifié conforme Brazzaville, le 23 avril 2024

Certifié conforme Brazzaville, 23 avril 2024

Les Commissaires aux Comptes


Deloitte Touche Tohmatsu
Tél. (241) 77 21 43 - 74 41 9
Fax. (241) 74 41 92
BP. 4860 - LIBREVILLE
NIF 793 742 T

Directeur Financier

MOBILE COMMERCE CONGO SA
Limited Company
3rd floor, Immeuble Monte-Cristo - La Gare
Brazzaville
Republic of Congo

Statutory Auditor's Report
On the Financial Statements
For the year ended December 31, 2023

MOBILE COMMERCE CONGO SA
(MCC)
Limited Company
3rd floor, Immeuble Monte-Cristo - La Gare
Brazzaville
Republic of Congo

Statutory Auditor's Report
On the Financial Statements

For the year ended December 31, 2023

STATUTORY AUDITOR'S REPORT ON THE ANNUAL FINANCIAL
STATEMENTS AS AT DECEMBER 31, 2023

To the sole shareholder of MOBILE COMMERCE CONGO SA

Pursuant to the mandate given to us at the general shareholders' meeting, we hereby report on the following for the year ended December 31, 2023:

- the audit of annual financial statements of Mobile Commerce Congo, SA attached to this report which include the balance sheet showing positive shareholder's equity as of December 31, 2023, for an amount of FCFA 312 million, the income statement showing a net profit for the year 2023 for an amount of FCFA 187 million, and the cash flow statement, as well as notes including a summary of significant accounting policies and other explanatory information.
- the specific verifications required by law and other information.

The financial statements of your company were approved by the Board of Directors on April 24, 2024, based on the information available at that date.



Audit of annual financial statements

1.1. Opinion

We have audited the financial statements of Mobile Commerce Congo SA, which comprise the balance sheet as at December 31, 2023, the income statement, the cash flow statement, as well as a summary of the main accounting policies and other explanatory information contained in the notes to the financial statements.

In our opinion, the accompanying financial statements present fairly, in all material respects the financial position of the Company, its financial performance and its cash flows for the year then ended in accordance with the relevant COBAC directives, provisions and general principles of the accounting standards for credit institutions in the Republic of Congo

1.2 Basis of opinion

We conducted our audit in accordance with International Standards on Auditing (ISAs) in compliance with Regulation No. 01/2017/CM/OHADA on the harmonization of the practices of accounting and auditing professionals. Our responsibilities under those standards are further described in the “Auditor’s responsibilities for the audit of the financial statements” section of our report.

We are independent of the Company in accordance with the Code of Ethics for Professional Accountants and audit published by Regulation No. 01/2017/CM/OHADA referred to above, together with the independence requirements governing the statutory auditor, and we have fulfilled our other ethical responsibilities in accordance with these requirements. We believe that the audit evidence we have obtained is sufficient and appropriate to provide a basis for our opinion. We believe that the audit evidence we have obtained is sufficient and appropriate to provide a basis for our opinion.

1.3 Emphasis of matters

Without qualifying the opinion expressed above, we draw your attention to the following points mentioned in the notes to the 2023 annual financial statements:

- Preliminary memorandum on the change in accounting standards.
- Note 1 to the financial statements relating to a capital increase subject to prior authorization by the Banking Commission.

1.4. Responsibilities of the Board of Directors over the financial statements

The annual financial statements were prepared by management and approved by the Board of Directors.

The Board of Directors is responsible for the preparation and fair presentation of the financial statements in accordance with the relevant COBAC directives, provisions and general principles of the accounting standards for credit institutions in the Republic of Congo, and for such internal control as management determines is necessary to enable the preparation of financial statements that are free from material misstatement, whether due to fraud or error.

In preparing the annual financial statements, it is management's responsibility to assess the credit institution's ability to continue as a going concern, to provide going concern disclosures where appropriate, and to apply the going concern basis of accounting, unless management intends to liquidate the credit institution or cease its operations, or there is no realistic alternative available to it. alternative solution.

The Board of Directors is responsible for overseeing the Company’s financial reporting process.

1.5. Auditor's responsibilities for the audit of the financial statements

Our objectives are to obtain reasonable assurance about whether the financial statements as a whole are free from material misstatement, whether due to fraud or error, and to issue an auditor's report that includes our opinion. Reasonable assurance is a high level of assurance but is not a guarantee that an audit conducted in accordance with ISAs will always detect a material misstatement when it exists. Misstatements can arise from fraud or error and are considered material if, individually or in the aggregate, they could reasonably be expected to influence the economic decisions of users taken on the basis of these financial statements.

Our responsibilities for the audit of the annual financial statements are detailed in Appendix 1 of this report.

I- Specific verifications required by law and other information

The responsibility for other information falls on the Board of Directors. Other information relates to information contained in the management report and other documents provided to the sole shareholder on the financial position and the annual financial statements.

Our opinion on the financial statements do not extend to other information and we do not provide any form of assurance whatsoever on this information.

As part of our mandate as statutory auditors, it is our responsibility to perform specific verifications required by law and in so doing,

- verify the sincerity and coherence of information provided in the management report and other documents provided to the shareholders with that in the annual financial statements. It is also our responsibility to verify, considering their importance, that certain legal obligations and requirements are respected.
- Furthermore, it is our responsibility to read all other information and consequently, to determine if they are materially different from the financial statements or information we obtained during our audit, or whether the other information contains a material discrepancy.

If, based on our work on the specific procedures or on other information, we conclude that there is a material misstatement, material discrepancies, we are required to report on that fact.

We have no matters to report regarding the fair presentation and the conformity with the annual financial statements of the information given in the report of the Board of Directors, and in the other documents presented to the General Meeting with respect to the financial position and the annual financial statements for the year ended 31 December 2023.

However, we need to draw your attention to the following matter:

✓ STATUTORY AUDITORS' REPORTING DEADLINES

We draw your attention to the fact that the statutory auditor's reports to the Shareholders' Meeting convened to approve the annual financial statements for the year ended December 31, 2023, could not



be issued within the timeframe specified in Article 525 of the aforementioned Uniform Act, due to the late receipt of certain items required for their issue.

Brazzaville, May 23, 2024
The Statutory Auditor(s)
Originally signed by

Deloitte Touche Tohmatsu	Deloitte Touche Tohmatsu
Yves Parfait NGUEMA Partner – CEMAC Chartered Accountant	Sylvain MBOUSSA Director - CEMAC Registered Accountant

APPENDIX 1 ON THE RESPONSIBILITIES OF THE STATUTORY AUDITOR FOR THE AUDIT OF FINANCIAL STATEMENTS

This appendix is an integral part of the auditor's report.

As part of our procedures, we comply with:

- the requirements of International Standards on Auditing ("ISA") and;
- the specific obligations stated by the OHADA Uniform Act relating to the Law of Commercial Companies and EIG.

In more detail,

- We comply with the ethical rules relating to the audit of annual financial statements presented in the Code of Ethics of Professional Accountants of the International Ethics Standards Board for Accountants (the IESBA Code) and the independence rules governing the statutory auditor;
- We maintain professional skepticism, which involves assessing evidence contradicting other evidence obtained, information questioning the reliability of documents and responses to information requested to be used as evidence, situations that may reveal possible fraud, and circumstances that suggest the need to perform audit procedures in addition to those required by the ISAs;
- We exercise professional judgment throughout the audit, in particular in making decisions about materiality and audit risk, the nature, timing and extent of audit procedures to be performed to satisfy the requirements of the ISAs and to obtain audit evidence, and to determine whether sufficient and appropriate audit evidence has been obtained, and whether further work is required to achieve the objectives of the ISAs and, accordingly, the auditor's overall objectives, the assessment of management's judgments related to the applicable financial reporting framework, the basis for conclusions drawn from the audit evidence obtained, such as the assessment of the reasonableness of assessments made by management in preparing the financial statements;
- We prepare throughout the audit procedures that provides sufficient and appropriate evidence of the work performed, the basis for our audit report and evidence that the audit was planned and performed in accordance with ISAs and in compliance with applicable legislative and regulatory requirements;
- We identify and assess the risks of material misstatement of the financial statements, whether due to fraud or error, design and perform audit procedures responsive to those risks, and obtain audit evidence that is sufficient and appropriate to provide a basis for our opinion. The risk of not detecting a material misstatement resulting from fraud is higher than for one resulting from error, as fraud may involve collusion, forgery, intentional omissions, misrepresentations, or the override of internal control;
- We obtain audit evidence that is sufficient and appropriate, regarding compliance with the provisions of laws and regulations that are expected to have a direct effect on the determination of the material amounts recorded and the information provided in the financial statements, perform specific audit procedures to identify non-compliance matters with other laws and regulations that may have a material effect on the financial statements, and provide an appropriate response to cases or suspected cases of non-compliance with laws and regulations identified during the audit;
- We obtain an understanding of the company's internal control in order to design audit procedures that are appropriate in the circumstances, but not for the purpose of expressing an opinion on the effectiveness of the company's internal control. When significant deficiencies are identified, we communicate them to management, if necessary, to the Board of Directors;
- We assess the impact of identified misstatements on the audit and the impact of uncorrected misstatements on the financial statements, if any. We communicate them to the appropriate level of management, unless prohibited by law or regulation;
- We evaluate the appropriateness of accounting policies used and the reasonableness of accounting estimates and related disclosures made by management;

- We evaluate the overall presentation, structure and content of the financial statements, including the disclosures, and whether the financial statements represent the underlying transactions and events in a manner that achieves fair presentation;
- We identify relationships and transactions with related parties, whether or not the applicable financial reporting framework published related rules, in order to identify fraud risk factors, if any, arising from relationships and transactions with related parties that are relevant to the identification and assessment of the risks of material misstatement due to fraud, and conclude, based on the audit evidence obtained, whether the financial statements, although affected by such relationships and transactions, are fairly presented or are not misleading. In addition, when the applicable financial reporting framework contains rules relating to related parties, we obtain sufficient and appropriate audit evidence to determine whether the relationships and transactions with related parties have been properly identified and accounted for in the financial statements and whether relevant related information has been disclosed;
- We obtain audit evidence that is sufficient and appropriate, regarding events occurring between the date of the financial statements and the date of our report that require adjustment or disclosure in the financial statements have been appropriately addressed in the financial statements in accordance with applicable accounting standards;
- We conclude on the appropriateness of management's use of the going concern basis of accounting and, based on the evidence obtained, whether a material uncertainty exists related to events or conditions that may cast significant doubt on the Company's ability to continue as a going concern. If we conclude that a material uncertainty exists, we are required to draw attention in our auditor's report to the related disclosures in the financial statements or, if such disclosures are inadequate, to modify our opinion. Our conclusions are based on the audit evidence obtained up to the date of our auditor's report;
- We obtain written representations from the Management and, where applicable, from the Board of Directors, confirming that they consider that they have fulfilled their responsibilities with respect to the preparation of the financial statements and the completeness of the information provided to us. In addition, we corroborate other audit evidence related to the financial statements or specific related assertions through these written representations if considered necessary or if required by other ISAs;
- We ensure, throughout the audit, that equality between shareholders is respected, in particular that all shares of the same category benefit from the same rights;
- We must report to the next General Meeting any irregularities and inaccuracies identified during the audit. In addition, we must report to the Public Prosecutor's Office any criminal acts of which we became aware during the audit, without our liability being engaged by this disclosure;
- We are bound by the obligation of professional secrecy with respect to facts, acts and information of which we have become aware.

BALANCE SHEET
(in millions of CFA francs)
as at 31/12/2023

STATEMENT H

Name and country of the reporting establishment: **MOBILE COMMERCE CONGO S.A.**

CONCORDANCE TABLE WITH DETAILED MONTHLY SITUATION	ASSETS	Amounts	Code BEAC
A 102 + A 105	FIXED ASSETS	2,012	101
A 109	EQUITY HOLDINGS AND LONG-TERM INVESTMENTS	0	102
TO 113	LEASING OPERATIONS	0	103
A 118	Long-term loans	0	104
A 119	CUSTOMER LOANS style="text-align: right;">Medium-term loans	0	105
A 120	Short-term loans	0	106
A 121 (montant net) + A 125 + A 126	ACCOUNTS RECEIVABLE FROM CUSTOMERS	0	107
A 201	CHEQUES AND NOTES TO BE RECOVERED	0	108
A 137 + A 140	INVESTMENT SECURITIES, SECURITIES RECEIVED UNDER REPURCHASE AGREEMENTS OR BOUGHT FIRM	0	109
A 210 + A 217	OTHER INTERBANK TRANSACTIONS style="text-align: right;">eventually	0	110
A 224 + A 231 + A 232	AND CASH FLOW style="text-align: right;">sight	8,542	111
A 127 (sauf A 130) + A 133 +A 235	DEFERRED INCOME AND OTHER ACCOUNTS	319	112
+A 237 + A 238		0	
A 130	SHAREHOLDERS OR PARTNERS	0	113
A 236	RETAINED EARNINGS	0	114
	LOSS FOR THE FINANCIAL YEAR	0	115
		0	
	TOTAL	10,873	117

CONCORDANCE TABLE WITH THE DETAILED MONTHLY SITUATION	LIABILITIES	Amounts	Code BEAC
A 302	CAPITAL	500	118
A 303 + A 306 + A 317	RESERVES, RETAINED EARNINGS PROVISIONS FOR GENERAL RISKS	-375	119
A 314	SHAREHOLDERS, ACCOUNTS BLOCKED FOR MORE THAN A YEAR	0	120
A 310 + A 311	PARTICIPATING LOANS AND BONDS	0	121
A 307 + A 313 + A 315	OTHER PERMANENT RESOURCES	0	122
A 320	CASH VOUCHERS	0	123
A 334 + A 344	ACCOUNTS PAYABLE style="text-align: right;">eventually	0	124
	OF CUSTOMERS style="text-align: right;">sight	8,233	125
A 331	SAVINGS ACCOUNTS	0	126
A 419	ACCOUNTS DUE AFTER CASHING	0	127
A 410	SECURITIES REPO OR OUTRIGHT SOLD	0	128
A 423 + A 429	BANKS AND INSTITUTIONS style="text-align: right;">eventually	0	129
A 436	FINANCIAL style="text-align: right;">sight	218	130
A 318 +A 401 + A 406 +A 443	DEFERRED INCOME AND MISCELLANEOUS ACCOUNTS.	2,110	131
+A 444+A 445		0	
	PROFIT FOR THE YEAR	187	132
		0	
	TOTAL	10,873	134

TO 509	AVAL BONDS OTHER GUARANTEES IN FAVOUR OF FINANCIAL INTERMEDIARIES	0	135
A 515 + A 516	ENDORSEMENT BONDS OTHER GUARANTEES RECEIVED FINANCIAL INTERMEDIARIES	0	136
A 502 + A 503 + A 506	AVAL BONDS OTHER GUARANTEES IN FAVOUR OF OF CUSTOMERS	0	137
A 518 (except A 523)	SECURITIES DEPOSITED AS SECURITY FOR TRANSACTIONS REFINANCEMENT	0	138
		0	

Brazzaville Certified, XXX 2024

Brazzaville, XXX 2024 Certified

The Statutory Auditors

Chief Financial Officer

Deloitte Touche Tohmatsu

INCOME STATEMENTS
(in millions of CFA francs)
as at 31/12/2023

STATEMENT G

Name and country of the reporting institution: **MOBILE COMMERCE CONGO S.A.**

<i>Concordance with the Accountant Plan</i>	CREDIT	Amount	Code BEAC
	BANKING OPERATING INCOME	4,054	201
	Income from treasury and interbank operations	0	202
703+704	Interest on loans and term accounts	0	203
705	Interest on current accounts	0	204
701+702	Interest on securities received under repurchase agreements or bought outright and M	0	205
706	Other products	0	206
	Income from customer transactions	4,054	207
711	Interest on long-term loans	0	208
712	Interest on medium-term loans	0	209
713	Interest on short-term loans	0	210
714	Interest on accounts receivable	0	211
716 to 719	Other products.	4,054	212
715	Revenue from leasing operations		213
	Income from miscellaneous operations	0	214
721+722	Cheque and Instrument Products	0	215
725+726	Securities products	0	216
723	Foreign exchange revenue	0	214
720+24+27 to 29	Income from miscellaneous operations	0	218
720	Account Maintenance Commission	0	
724	Commitments by signature	0	
727+729	rebilling and other	0	
73	Interest and dividends on financial assets	0	219
	ACCESSORY PRODUCTS	119	220
742	Income from real estate	0	221
76	Operating and balancing subsidies	0	222
741	Directors' fees	0	
743 to 749	Other products.	119	223
	REVERSALS OF PROVISIONS AND DEPRECIATION	0	224
78	Depreciation reversals	0	225
	Reversals of operating provisions no longer required	0	226
7915	Reversals of provisions for receivables from financial intermediaries	0	227
7913	Reversals of provisions for customer receivables	0	228
7911+12+14	Other reversals of provisions	0	229
7911+12			
7914			
	OTHER PRODUCTS	0	230
792	Receipts on amortised loans	0	231
774+775	Reversals of operating provisions used	0	232
771 to 773 + 777 to 779	Exceptional income and prior years	0	233
7761	Capital gains on the realisation of securities	0	234
7762	Capital gains on fixed assets	0	235
87	LOSSES FOR THE YEAR		236
	TOTAL CREDIT	4,173	237

INCOME STATEMENTS
(in millions of CFA francs)
as at 31/12/2023

STATEMENT G

Name and country of the reporting institution: MOBILE COMMERCE CONGO S.A.

<i>Concordance with the Accountant Plan</i>	DEBIT	Amount	Code BEAC
	BANK OPERATING EXPENSES	2,712	101
	Expenses on treasury and interbank operations	0	102
601+602	Interest and fees on refinancing operations	0	103
603	Interest and commissions on loans and term deposits	0	104
604 to 606	Interest and fees on ordinary accounts	0	105
	Expenses on customer transactions	0	106
6111+6112	Interest on cash certificates	0	107
612	Interest on term deposit accounts	0	108
614	Interest on current accounts	0	109
613	Interest on savings accounts	0	110
6113 to 6115 + 619	Interest on other customer accounts	0	111
615 + 616	Expenses on leasing operations		112
68	Depreciation and amortization	0	113
691	Provisions for impairment	0	114
	Miscellaneous expenses	2,712	115
621	Commissions on cheques and bills	0	116
622	Commissions and Fees on Securities	0	117
623	Losses, commissions and fees on foreign exchange transactions	0	118
624 + 625	Miscellaneous expenses	2,712	119
	Interest on permanent resources	0	120
6311+6312	Interest and premiums on bonds	0	121
6313+6314	Interest and premiums on subordinated loans	0	122
6315 to 6317	Interest on other permanent resources	0	123
632	Commissions	0	
	PERSONNEL EXPENSES	360	124
651 to 654	Remuneration	341	125
655 to 659	Social security contributions and miscellaneous	19	126
66	TAXES AND DUTIES	230	127
641 to 645	GENERAL OPERATING EXPENSES	314	128
	EXPENSES TO AMORTIZATION AND PROVISIONS FOR THE YEAR	370	129
68	Depreciation and amortization	369	130
6922	Bad debts not covered by allowances		131
	Provisions	1	132
6915	Provisions for impairment of receivables from financial intermediaries	0	133
6913	Provisions for impairment of customer receivables	0	134
6911+6912+6914	Other provisions	1	135
	OTHER EXPENSES	0	136
6921	Bad debts covered by allowances	0	137
679	Exceptional losses	0	
671 to 673	Exceptional expenses and expenses on previous years	0	138
6761	Capital losses on the realisation of securities	0	139
841-842-843	Capital losses on the disposal of fixed assets	0	140
86	INCOME TAXES	1	141
87	PROFIT FOR THE YEAR	187	142
	TOTAL DEBIT	4,173	143